



# PRÉFET DU RHÔNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale  
du Rhône

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UDR-CRT-22-76-DB		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
GATTEFOSSÉ SAS 36 Chemin de Genas 69804 SAINT-PRIEST CEDEX  SIREN : 389 586 900 SIRET : 389 586 900 00018		N° GUN Priorité DREAL Régime SEVESO / IED  0006104097 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED
Activité principale : Fabrication de produits gras pour l'industrie pharmaceutique et cosmétique		
Date du contrôle : 1/03/2021 matin		
Inspecteur(s) : Daniel BOBILLIER		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Action régionale « incendie »
Thème(s) du contrôle-contrôle	• Prévention du risque incendie	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Établissement de production et stockages associés		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; • Arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement signé le 6 juin 1995		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
Mme Christine OTTMANN	Gattefossé	Responsable Hygiène Sécurité Environnement
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule UDR-CRT <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### 1.1 – Contexte de l'inspection – Situation administrative

La société Gattefossé fabrique des mélanges gras d'origine végétale ou animale utilisés en tant qu'expédients ou en tant qu'éléments avec des propriétés fonctionnelles pour l'industrie cosmétique et pharmaceutique. La société Gattefossé est un groupe international fondé à Lyon il y a 140 ans.

Le site de Lyon emploie environ 220 personnes et fonctionne en 2 x 8 du lundi au vendredi. Son activité industrielle concerne essentiellement l'oléochimie. Il dispose d'installation de production et de stockage. Eu égard à la nature des activités exercées, cet établissement est susceptible de présenter des risques significatifs pour l'environnement, notamment en cas d'incendie.

La présente inspection se situe dans le cadre d'une action régionale qui vise pour des établissements relativement importants à contrôler l'effectivité des moyens associés à la défense incendie : détection, extinction (réserve eau + émulseur), désenfumage, rétentions, recueil et isolement des eaux polluées, organisation, etc.

### 1.2 – Périmètre inspecté

L'inspection a concerné l'ensemble des installations de production et de stockage industriel de l'établissement.

La durée consacrée sur site a été de l'ordre de 2h00 (bureau et visite terrain).

### 1.3 – Situation administrative de l'installation

L'établissement est réglementé par un arrêté d'autorisation signé le 6 juin 1995 et modifié en quelques points par la suite.

Depuis 1995 la nomenclature des installations classées a évolué, l'établissement est toujours soumis à autorisation, mais pour d'autres rubriques que pour celles visées initialement dans l'arrêté susvisé. L'établissement est à ce jour visé par la **rubrique 3410-b (chimie organique fine), de fait il constitue un établissement pour lequel la directive IED s'applique**. Ce classement est justifié par le fait que des réactions d'estérification sont mises en œuvre. Ces réactions sont effectuées à température peu élevée, sont à cinétique lente et concernent des produits tels que des alcools gras et des acides gras alimentaires ou à usage cosmétique ou pharmaceutique.

L'exploitant présente les données à ce sujet dans un dossier de réexamen IED qu'il a adressé le 10 janvier 2022 (dossiers APORA décembre 2021) à la DREAL. L'actualisation par arrêté préfectoral du tableau de classement de l'établissement n'a pas encore été effectué.

### 1.4 – Suite de la dernière inspection

La dernière inspection de cet établissement a été effectuée le 12/04/2019 (rapport signé le 17/5/2019).

Le tableau en annexe 1 rend compte des réponses apportées par l'exploitant.

### 1.5 – Constats effectués lors de l'inspection

Les constats effectués sont récapitulés dans l'annexe 1.

Il ressort de ceux-ci que :

- l'établissement dispose d'une organisation et de personnel affecté aux fonctions hygiène, sécurité et environnement,
- en situation de sinistre, l'exploitant est en mesure depuis un poste informatique hors site d'établir la nature, les quantités et les localisations des matières présentes, y compris les quantités de déchets, présentes. Ces informations sont intégrées au logiciel de gestion de l'établissement.
- les locaux à risque d'incendie sont équipés de détecteur et de moyens de secours, ces équipements sont périodiquement contrôlés.




- Les quantités de matières dangereuses sont limitées et les liquides inflammables ou susceptibles de polluer l'eau sont reliés à des capacités de rétention.
- Une vanne automatisée avant le point de raccordement au réseau eaux pluviales communal permet de confiner les eaux incendie.

## II - Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Sur les constats effectués, aucune non-conformité n'a été relevé, néanmoins l'exploitant devra fournir des renseignements complémentaires pour permettre une évaluation de la conformité de situations observées.

### Proposition de suites

Transmission du rapport à l'exploitant

L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur	Approbateur
 Daniel BOBILLIER daniel.bobillier 2022.05.03 18:12:51 +02'00'	 Christophe POLGE christophe.polge 2022.05.11 15:29:39 +02'00'	 Jean-Yves DUREL jean- yves.durel 2022.05.17 18:23:12 +02'00'

### Pièces-jointes :

- annexe 1, fiches de constats
- annexe 2, planche photographique
- annexe 3, bilan des suites de l'inspection du 12/04/2019

## Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup>

**Constat N° 1 : Capacité de rétention** (Réf. article 2 §4.1.1 arrêté d'autorisation du 6/06/1995 et art. 25 § I am du 4/10/2010 modifiés)

« Article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

**I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :**

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés. .... ».

L'exploitant indique dans le dossier de réexamen IED de décembre 2021 partie 3.4 page 95 95: « *Tous les stockages de produits dangereux sont munis de rétention* ».

La visite a permis de relever que :

1. les stockages des produits dangereux, notamment les liquides inflammables, étaient reliés à des capacités de rétention (annexe 2, vue n° 5),
2. certains stockages de produits liquides non dangereux (produits gras à usage cosmétique ou pharmaceutique, polyéthylène glycol...) pour lesquels le caractère non-susceptible de polluer l'eau doit être précisé, n'étaient pas associés à des capacités de rétention. Cette remarque concerne les produits en entrepôt et les stockages de PEG 1500® et de stéarine® (annexe 2, vue n° 7).

**Demande N° 1** - L'exploitant indiquera au regard des caractéristiques physico-chimiques (viscosité...) et toxicologiques si les produits susvisés en 2 sont susceptibles ou non de polluer l'eau. Le cas échéant, il indiquera les dispositions prises ou à prendre pour satisfaire à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Délai : 3 mois.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 2 §4.1.1 arrêté d'autorisation	3 mois	Précision sur les caractéristiques physico-chimiques et toxicologiques de produits permettant de justifier s'ils doivent ou non être reliés à une capacité de rétention.

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

**Constat N° 2 : Détection incendie et désenfumage** (Réf. art. 2 §6.4.8 et § 6.4.6 arrêté d'autorisation du 6/06/1995)

« 6.4.8 Détection incendie

*Les locaux comportant des zones de risques incendie seront équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. ».*

L'exploitant a présenté un rapport rendant compte des tests et entretiens effectué par la société de fourniture de matériel de détection incendie Standley (test effectué le 26/01/2021).

Les trappes de désenfumage (§ 6.4.6) ont également fait l'objet d'une vérification par la société Eurofeu le 11/10/2012 et d'un rapport le 27/11/2021.

La visite a permis de relever dans les locaux à risques incendie la présence de détecteurs d'incendie.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	art. 2 §6.4.8 et § 6.4.6 arrêté d'autorisation	3 mois	-

**Constat N° 3 : Moyen de lutte contre l'incendie** (Réf. Art. 2 §6.3.2 arrêté d'autorisation du 6/06/1995)

« 6.3.2 – *L'établissement devra disposer de moyen de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins ... ».*

L'établissement dispose de 3 poteaux incendie et d'un surpresseur. Ces moyens sont testés 2 fois par an (dernier test le 17/07/2020, Dessautel). Les locaux industriels sont pourvus d'extincteurs et de poste incendie (annexe 2, vue n° 6).

L'établissement a fait effectuer en novembre 2020 par un bureau d'étude (APAVE) la mise à jour du calcul de dimensionnement des besoins en eau pour le site en tenant compte de la dernière édition du document D9. Le rapport relatif à cet audit conclut : « **Les moyens existants en hydrants sont suffisants pour assurer l'alimentation en eau des secours extérieurs selon calcul D9. Le débit exigé pour le groupe de bâtiment le plus défavorable couvrent très largement ceux nécessaires à l'extinction des chaufferies.** ».

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Art. 2 §6.3.2 arrêté d'autorisation	-	-

**Constat N° 4 : Identification en cas de sinistre des produits présents** (art. 46 arrêté ministériel du 4/10/2010 et art.2 § 1.1 de l'arrêté d'autorisation)

« article 46 – Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

*L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.*

*L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. ».*

Pour vérifier cette prescription, un état des stocks dans la zone de l'entrepôt a été demandé. En 1/2 heures, l'exploitant a présenté sur écran cet état des stocks. Il estime qu'en cas de sinistre, la durée pour accéder à cet état serait au maximum de 1 heure et qu'il pourrait être fourni à partir d'une connexion internet extérieure au site. Il a indiqué que ces stocks étaient gérés par le logiciel SAP. Les liens entre les produits présentés dans cet état et les fiches de données de sécurité (également sur le réseau) étaient faciles.

Concernant les déchets, l'exploitant a présenté un tableau actualisé au jour de l'inspection mentionnant les points de collecte des déchets, leurs natures et leurs quantités.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Art. 2 §1.1 Arrêté d'autorisation  Article 46 de l'AM du 4/10/2010	-	-

**Constat N° 5 : Organisation en cas de sinistre** (art.2 §1.1 de l'arrêté d'autorisation)

Au vu des seules dispositions du code de l'environnement, l'établissement ne serait pas soumis réglementairement à l'obligation d'élaborer un POI (cf. article L.515-41). Néanmoins, l'exploitant a indiqué disposer d'un tel plan et en a présenté un extrait sur un poste informatique. Il a indiqué qu'un dispositif d'astreinte 24/24 incident/accident est en place.

Ce plan reprend l'organisation et le personnel affecté aux fonctions hygiène, sécurité et environnement.

L'exploitant a indiqué tester périodiquement ce plan. Il a présenté le compte-rendu d'un exercice effectué le 10/06/2021.

La visite a permis de relever

- à l'entrée des bâtiments industriels la présence de plan signalétique intitulé « Plan général d'intervention » (voir annexe 3),
- la vanne de fermeture des eaux pluviales du site, cette vanne est signalée sur le plan d'intervention, elle est motorisée et doit être fermée en cas de sinistre(annexe 2, vues n° 1, 2, 3 4).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Art.2 §1.1 arrêté préfectoral d'autorisation	-	-



## GATTEFOSSÉ à SAINT-PIEST

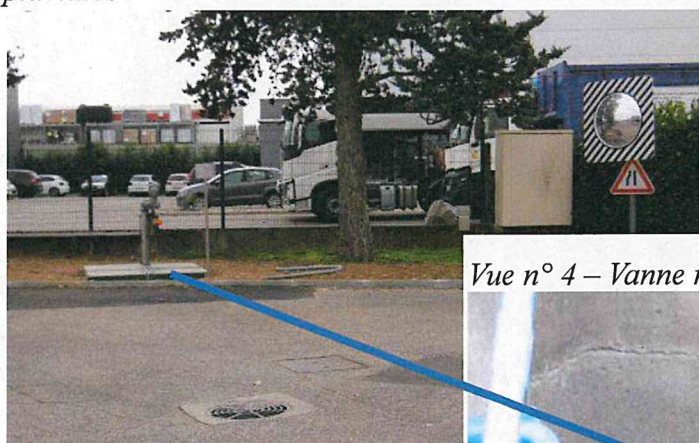
*Vue 1 – Façade Sud-Est, face à la rue, entrée  
entrepôt, plan d'intervention affiché*



*Vue n° 2 – Plan général d'intervention*



*Vue n° 3 – Vanne motorisée d'obturation des eaux  
pluviales*



*Vue n° 4 – Vanne motorisée d'obturation des eaux pluviales*





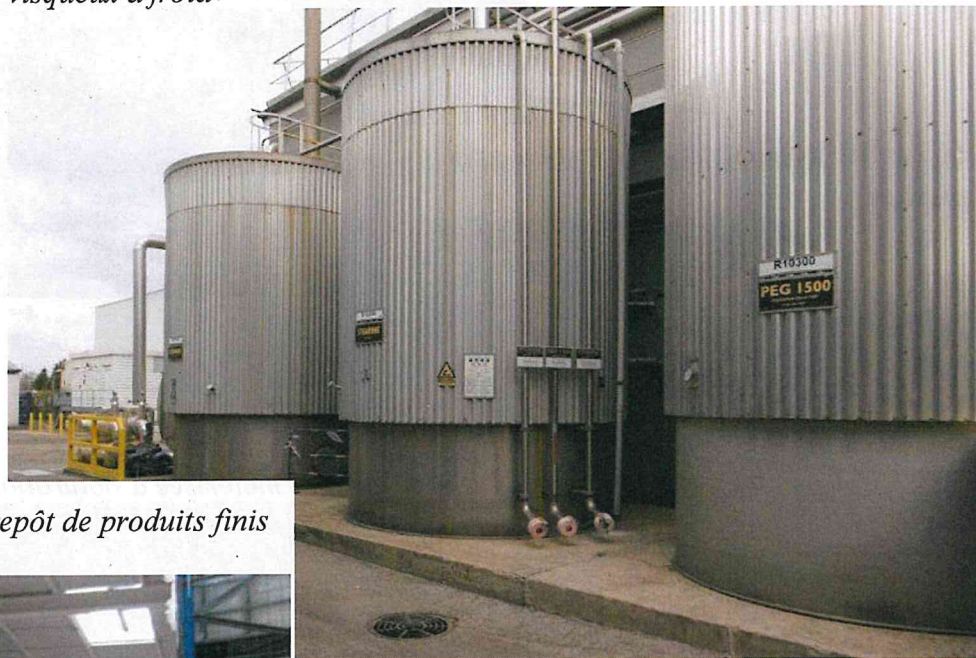
*Vue n° 5 – Stockage de produits dangereux correctement associé à une capacité de rétention*



*Vue n° 6 – Présence de moyen d'extinction dans les locaux de production*



*Vu n° 7 - Stockage en réservoirs de corps gras solidifiés ou de produits visqueux à froid*



*Vue n° 8 – Stockage en entrepôt de produits finis ou de matières premières*





## ANNEXE 3

### Suivi de l'inspection du 12/04/2019

<b>Demande / observation (réf. rapport UDR-CTESSP-19-227-JH)</b>	<b>Réponse / suivi</b>
<b><u>Constat 1</u></b> <b><u>Non conformité n° 1 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de déclarer la situation administrative actualisée de son établissement, notamment au titre des rubriques 3000. De plus, il devra proposer à l'Inspection le BREF principal s'appliquant à son site (a priori BREF OFC).	La DREAL a reçu le 12/01/2022 le dossier de réexamen IED et le rapport de base attendus. À la date de l'inspection le 17/03/2022, ces documents n'ont pas encore été formellement examinés par l'inspection des installations classées.
<b><u>Constat 4</u></b> <b><u>Observation n°1 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de caractériser les puits d'infiltration. Pour cela, l'exploitant transmettra le bon de commande signé pour la réalisation de cette action puis un plan coupe des ouvrages.	Le plan a été fourni le 23/10/2019. Le rapport SUEZ 19CMR041 daté de oct.2019 a été communiqué dans ce cadre.
<b><u>Constat n° 6</u></b> <b><u>Observation n°2 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre la nouvelle convention de rejets établie avec la Métropole du Grand Lyon.	Voir lettre Gateffossé du 11/03/2020 Voir rapport de base IED.
<b><u>Constat n° 7</u></b> <b><u>Non conformité n°2 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de justifier le respect des 30 min ou de proposer une adaptation du délai d'intervention.	Voir lettre Gattefossé du 28/06/2019  L'exploitant a indiqué que d'après l'expérience qu'il a avec la société de gardiennage Securitas, que les levées de doute peuvent être effectuées en moins de 26 minutes.
<b><u>Constat n° 9</u></b> <b><u>Observation n°4 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de justifier succinctement la réalisation ou la programmation de réalisation des actions correctives faisant suite aux remarques formulées dans les rapports d'analyse des installations électriques et d'analyse du risque foudre.	Voir lettre Gatefossé du 1/08/2019

